

Chapitre III

LA BANQUE MONDIALE

1 . Une brève mise en perspective historique : quelques grandes dates	2
2 . L'organisation de la Banque Mondiale	3
2.1 Les objectifs	3
2.2 L'organisation	3
2.2.1 La structure.	3
2.2.2 Les organes dirigeants : (comme le FMI)	4
2.2.3 Les parts de capital et le mode de votation.	5
2.2.4 . L'organisation interne de la Banque.	5
2.3 . Les ressources de la Banque Mondiale	7
3 . Les instruments	14
3.1 Les instruments de financement de la Banque mondiale	14
3.1.1 Les prêts d'investissement et d'ajustement de la BIRD et les crédits de l'IDA.	14
3.1.2 . Les garanties.	15
3.1.3 . Les produits financiers.	15
3.1.4 . Evolution et structure des prêts.	15
3.2 Les instruments d'assistance technique et de formation de la Banque	16
3.3 Les instruments de lutte contre la pauvreté : le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)	16
3.4 Les instruments des autres composantes du groupe	16
3.4.1 . La société financière internationale.	16
3.4.2 . L'agence multilatérale de garantie des investissements.	16
3.4.3 . Le centre international de règlement des différends relatifs aux investissements.	17
3.5 Le traitement des défauts	17
3.6 Les monnaies	17
4 . Le développement d'un projet finance par la Banque	23
4.1 Les « Country Assistance Strategy »	23
4.2 Elaboration du cahier des charges	23
4.2.1 . Identification (12 à 24 mois).	23
4.2.2 . Préparation, après approbation du CAS (1 à 2 ans).	24
4.2.3 . Evaluation.	24
4.2.4 . Négociation du prêt et soumission au Conseil d'administration.	24
4.2.5 . Passation des marchés et exécution.	24
4.2.6 . L'évaluation rétrospective.	25
5 . Les critiques de la Banque	30
5.1 Missions	30
5.2 Efficacité	30
5.3 Coût	31
6 . Les projets de réforme de la Banque Mondiale	31

Chapitre III

LA BANQUE MONDIALE

1. Une brève mise en perspective historique : quelques grandes dates

1946 :	- création à Savannah avec le FMI
1947 :	- premier prêt de la Banque à la France (250 M\$) - première émission d'obligations (250 M\$)
1948 :	- premier prêt à un pays en développement : 13,5 M\$ pour l'équipement hydraulique du Chili
1949 :	- première étude sur l'ensemble de l'économie d'un pays (Colombie) pour définir une stratégie de développement
1950 :	- premier prêt pour la création d'une banque de développement (Ethiopie)
1951 :	- première émission d'une souscription publique hors des Etats-Unis - premier prêt pour le développement sur 10 ans
1954 :	- première vente d'obligations en-dehors des Etats-Unis
1955 :	- création d'un institut de formation supérieure de la Banque, l'Institut économique de développement (puis en 1999, Institut de la Banque Mondiale)
1956 :	- création de la société financière internationale
1959 :	- création à l'initiative des Etats-Unis de l'IDA (association internationale de développement) - premier projet de mise en valeur de ressources en eau (eau de l'Indus)
1960 :	- premier prêt de l'IDA (aménagement et entretien d'un réseau routier)
1962 :	- premier programme de développement de l'éducation (Tunisie) pour la construction d'écoles
1966 :	- création du centre international pour le règlement des différends relatifs aux investisseurs
1970 :	- premier prêt pour le secteur de la planification démographique (mise en place d'un programme de planning familial) - création d'un service d'évaluation de la contribution des opérations du groupe au développement
1971 :	- premier prêt pour la lutte contre la pollution
1974 :	- création du comité intérimaire et du comité de développement
1975 :	- création d'un mécanisme de financement des projets - création d'un mécanisme intermédiaire de prêt – le «troisième guichet » - intermédiaire entre le prêt de la BIRD et ceux de l'IDA
1979 :	- la Banque se développe dans le secteur santé
1980 :	- premier prêt à l'ajustement structurel (Turquie) (PAS) - création d'un pool de monnaie pour répartir les risques de change entre les emprunteurs
1983 :	- mise en place des « prêts B » pour accroître et stabiliser les flux de capitaux privés (liaison d'une partie des apports des banques commerciales aux opérations de la BIRD) - création du « programme d'assistance spéciale » de deux ans, pour accélérer les décaissements, pour les projets hautement prioritaires pour les pays faisant face à une conjoncture extérieure défavorable
1985 :	- création pour trois ans du Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne pour soutenir les programmes de réformes
1987 :	- mise en place d'un programme spécial d'assistance aux pays africains à faible revenu et surendettés
1988 :	- création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements
1990 :	- plus gros prêt de la Banque en valeur nominale (1,26 Md\$ au Mexique pour soutenir son programme de désendettement) - publication du rapport sur le développement dans le Monde - lancement du fonds pour l'environnement mondial avec le PNUD et le PNUE
1994 :	- création du centre d'information - programme triennal d'aide aux palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pour la transition - généralisation de l'emploi des garanties comme instrument opérationnel
1996 :	- création du fonds fiduciaire pour la Bosnie-Herzégovine - approbation de l'initiative en faveur des pays très endettés (PPTe) - ouverture du centre de partenariat avec le secteur privé
1997 :	- approbation du Pacte de stratégie de réforme de la Banque pour réduire la pauvreté
1998 :	- présentation du cadre de développement intégré

Source : Banque Mondiale

2. L'organisation de la Banque Mondiale

2.1 Les objectifs

- à l'origine : reconstruction de l'Europe. Le premier prêt (de 250 M\$) de la Banque a été accordé en 1947 à la France (il reste en valeur réel le plus important prêt jamais consenti par la Banque)
- avec le plan Marshall et la création de l'OCDE, la Banque Mondiale s'est tournée progressivement vers le développement et le financement de projets pour les PVD (d'infrastructures, d'éducation et de santé) puis l'ajustement structurel
- depuis 1999 sa priorité est la réduction de la pauvreté
- ses objectifs sont énoncés dans l'article 1 des statuts :
 - promouvoir le développement par l'investissement productif
 - promouvoir et catalyser les investissements internationaux privés
 - promouvoir l'expansion équilibrée des échanges internationaux en vue d'élever le bien être des travailleurs
 - contribuer financièrement au choix des projets les plus utiles et les plus urgents
 - optimiser les effets économiques globaux des investissements réalisés

2.2 L'organisation

2.2.1 La structure.

- la Banque Mondiale est aujourd'hui un groupe « Banque Mondiale », il est composé :
 - de la « Banque Mondiale » proprement dite, constituée de :
 - l'IBRD (BIRD) Banque internationale pour la reconstruction et le développement qui compte 181 membres, spécialisée dans les prêts aux pays à revenu intermédiaire (91 projets en 2001 ; crédits déboursés de 10,5 Md\$)
 - l'IDA (Association internationale de développement) de 160 membres spécialisée dans les prêts aux pays les plus pauvres (134 projets ; 6,8 Md\$ de crédit)
 - ↳ même personnel
 - ↳ même direction
 - de la société financière internationale (IFC)
 - financement des sociétés privées dans les PVD
 - ↳ prêts (non garantis par les Gouvernements)
 - ↳ prise de participation
 - ↳ syndication de prêts
 - ↳ services de conseils techniques et financiers

- 174 membres ; 205 projets ; 3,7 Md\$ de crédits
- de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)
 - garantit les investissements à l'étranger contre les risques de transfert, d'expropriation, de rupture de contrat, de guerre, de troubles civils
 - assistance technique aux PVD pour attirer les IDE
 - 146 membres ; 348 garanties pour 4,2 Md\$
- le centre international pour le règlement des contentieux portant sur les investissements (CIRDI ou ICSID). L'ICSID est une instance d'arbitrage qui gère le contentieux entre les investisseurs privés et les gouvernements emprunteurs sur la base triple :
 - des contrats
 - des réglementations nationales
 - des traités internationaux
- ce groupe est très intégré :
 - un même président
 - une base d'actionnaires potentiels identiques : l'adhésion à l'IDA et à la SFI est conditionnée à l'adhésion à l'IBRD
 - chaque entité à un conseil des gouverneurs et un conseil d'administration qui sont des sous-ensembles de ceux de l'IBRD
 - leur base de personnel est commune pour l'essentiel

2.2.2 Les organes dirigeants : (comme le FMI)

- Assemblée générale des actionnaires ou le Conseil des gouverneurs
 - chaque Etat membre est représenté au Conseil des gouverneurs par un Gouverneur (souvent le ministre des finances) et un suppléant (directeur du Trésor)
 - réunion une fois par an pour l'assemblée annuelle de la Banque et du Fonds
 - elle prend les grandes décisions : grandes orientations, demande d'adhésion ou de suspension, montant des augmentations de capital autorisées, répartition des résultats et approbation des budgets
- le Conseil des administrateurs (au nombre de 24) exerce la réalité de l'exécutif
 - les administrateurs sont nommés selon la même formule que pour le FMI ; 5 sont désignés, ceux des principaux actionnaires (Allemagne, Etats-Unis, France, Japon, Royaume-Uni) ; les 19 autres sont élus par des circonscriptions de pays dont certains n'ont qu'un seul pays (Arabie Saoudite, Chine, Russie)
 - il est présidé par un président américain et pour cinq ans qui est en même directeur des services

- le Conseil des administrateurs est permanent ; il délibère sur toute proposition de prêt et de crédit ; il décide chaque année des programmes d'emprunt et de prêt et des budgets ; des politiques de la Banque ; des leçons à tirer des évaluations
- la Banque occupe 8 500 employés à Washington et 2 500 dans ses bureaux régionaux

2.2.3 Les parts de capital et le mode de votation.

- l'adhésion à la Banque oblige l'Etat membre :
 - à souscrire à des parts de capital
 - à être affilié au FMI
- les parts de capital, comme dans une société de capitaux, déterminent les capacités financières de l'organisation et les droits de vote (à la part forfaitaire – 250 – attribuée à chaque Etat uniformément près)
 - depuis 1987 les parts sont exprimées en DTS
 - chaque part a une valeur de 100 000 DTS de 1974 (au taux US de 1,20635 par DTS de 1974)
 - le nombre de parts autorisées est périodiquement modifié
 - chaque pays se voit attribuer un nombre de part déterminé en fonction de son statut et de son poids économique international
 - le nombre de voix est égal au nombre de parts augmenté de 250
 - Etats-Unis : 23.72 % des votes
 - Allemagne : 4,52 %
 - France : 4,33 %
 - Union européenne (total) 25,43 %
 - les représentants des circonscriptions votent pour l'ensemble de la circonscription

2.2.4 . L'organisation interne de la Banque.

- elle est composée d'un département d'évaluation et de trois niveaux :
 - gestion générale
 - stratégie
 - opérationnel

2.2.4.1 . La gestion générale : quatre vice-présidences :

- politique de financement et gestion des risques
- gestion de la Trésorerie : encaisses ; emprunts et gestion du passif ; placement des avoirs sur le marché
- contrôle de gestion : comptabilité générale et des prêts, plan, budget, contrôle comptable interne

- gestion du personnel

2.2.4.2 . La stratégie : cinq vice-présidences fonctionnelles :

- cofinancements et service de conseil financier de la Banque
- chef économiste et économie du développement (chargé notamment du rapport, de la recherche et des statistiques)
- ressources humaines (supervision des politiques de la Banque sur l'éducation, la santé, la démographie, la politique sociale, la nutrition)
- systèmes financiers nationaux, grands secteurs d'activités et rôle du secteur privé
- développement soutenable

2.2.4.3 . Le cœur opérationnel de la Banque (mise en place des prêts ; analyse des pays ; élaboration des programmes).

Il est organisé selon un principe géographique et un principe thématique (ou sectoriel)

- les réseaux géographiques
 - six départements régionaux :
 - l'Afrique
 - l'Amérique latine et les Caraïbes
 - l'Europe et l'Asie centrale
 - le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
 - l'Asie orientale/Pacifique
 - l'Asie du sud
 - ces départements sont divisés en unités opérationnelles (CMU : « country management unit ») qui gèrent des « équipes-pays ». L'effectif des CMU est faible (un directeur de pays, un ou deux économistes, un responsable des relations avec les ONG)
- les réseaux thématiques
 - quatre secteurs d'intervention principaux :
 - la réduction de la pauvreté et la gestion économique
 - la finance, le secteur privé et les infrastructures
 - l'environnement et le développement socialement soutenable
 - le développement humain
 - chaque secteur est divisé en unités opérationnelles, les SMU, composées d'équipes spécialistes du secteur affectés à des zones particulières ; une SMU comprend en général : un directeur, un manager de secteur, des conseillers, des responsables géographiques
 - les réseaux thématiques forment 90 % du personnel de la Banque ; ils interviennent auprès des équipes CMU (équipes « pays »)

- les CMU gèrent 95 % du budget de la Banque Mondiale ; elles ne disposent pas de techniciens, qu'elles trouvent soit auprès des équipes secteurs, soit auprès des consultants privés

2.2.4.4 Le département de l'évaluation rétrospective des opérations (OED) :

- il est nommé par le CA et son directeur n'est soumis qu'à l'autorité administrative du Président
- il est indépendant pour sa collecte d'informations et pour ses critiques
- il a pour fonction d'étudier les projets passés et d'en tirer des leçons pour l'avenir

2.3. Les ressources de la Banque Mondiale

- la BIRD (plus de la moitié des prêts annuels de la Banque)
 - la BIRD se finance sur les marchés financiers pour lever les fonds dont elle a besoin, sous forme d'obligations et titres de créances
 - ces titres sont cotés AAA
 - le coût de ces ressources détermine le taux de ses prêts
 - la durée de ses prêts est de 15 à 20 ans avec un différé d'amortissement de 3 à 5 ans
 - ces emprunts de la BIRD sont diversifiés selon les monnaies, les marchés, les prêteurs, les échéances, les taux et démembrés selon les techniques les plus modernes (par exemple Swap)
 - quatre types d'emprunts peuvent être distingués :
 - les emprunts à court terme (comptes des banques centrales, programmes de bons à prime)
 - les souscriptions publiques à moyen et long terme
 - les placements à moyen et long terme auprès des banques centrales et des Etats
 - les autres placements à moyen et long terme (prêts, bons et obligations)
 - la BIRD dispose de fonds propres, parts que les membres achètent pour devenir membres
 - ces parts sont fonction du poids relatif de chaque pays dans l'économie mondiale
 - une fraction seulement de ces parts (5 %) est versée par l'Etat membre au moment de l'adhésion ; le reste – le capital « callable » - sert de garantie au cas où la Banque éprouverait des difficultés pour payer les détenteurs d'obligations, et exclusivement ceux-ci (non les pertes courantes)
 - la partie libérée est versée initialement :
 - ↳ pour partie en or ou en dollars (10 %)

- ↳ pour partir en monnaie nationale, en dollars ou en valeur à vue (90 %)
- ↳ les sommes versées en monnaie nationale sont dans leur emploi soumises à restriction (prêt soumis à l'accord des pays membres de la monnaie nationale, et pour des frais d'administration) ; les sommes versées en dollars sont librement utilisables par la Banque
- au 30 juin 1999 le capital social de la BIRD s'élevait à 190,81 Md\$ dont 188,22 Md\$ avaient été souscrits et 11,39 Md\$ effectivement versés
- l'encours des prêts de la Banque ne peut dépasser le montant total du capital et des réserves (art III sect3 des statuts)
- l'AID est spécialisée dans les prêts concessionnels aux pays les plus pauvres n'ayant pas accès au marché ; c'est une association qui est alimentée par des souscriptions et contributions des Etats membres
 - les crédits de l'IDA sont sans intérêts ; ils représentent plus d'un quart des prêts de la Banque ; ils sont soumis à une commission de 1 % du montant du prêt pour les frais administratifs ; ils sont remboursables sur 35 à 40 ans avec un différé d'amortissement de 10 ans
 - l'IDA est financée par 40 pays, pays industrialisés surtout, mais aussi pays en développement émergents (Corée, Brésil, Argentine, Botswana) ou pays en transition (Russie) ; ses ressources sont reconstituées tous les trois ans. La dernière reconstitution, la douzième depuis 1960, a eu lieu à Copenhague en 1998 ; elle a été réalisée par 39 pays à hauteur de 21 Md\$ pour une durée de 3 ans (dont la moitié par les pays de l'Union européenne, et la moitié pour l'Afrique sub-saharienne)

La division thématique de la banque mondiale

Thèmes

Réduction de la pauvreté & gestion économique	Finance, secteur privé & infrastructures	Environnement & développement socialement soutenable	Développement humain
Politique économique	Secteur financier	Développement rural	Santé, alimentation
Secteur public	Secteur privé	Environnement	Education
Réduction de la pauvreté	Energie, mines, télécommunications	Développement social	Protection sociale
Genre	Transport		
	Eau et ville		

Engagements de l'AID

(Situation prévisionnelle au 30 juin 2000)

(en millions de dollars)

Afrique	2.200
Asie de l'est et Pacifique	484
Europe Centrale et Asie	309
Amérique latine et Caraïbes	164
Moyen Orient et Afrique du Nord	60
Asie du Sud (Inde Pakistan)	1.193
Total	4.510

Activités des banques multilatérales de développement

(en milliard de dollars des Etats-Unis)

Organisation		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Groupe de la Banque mondiale *								
	Prêt de la BIRD	16,9	14,2	16,9	14,5	14,5	21,1	22,2
	Crédits de l'AID	6,8	6,6	5,7	6,9	4,6	7,5	6,8
	Investissements de la SFI	2,1	2,5	2,9	3,2	3,3	3,4	3,5
	Garanties de l'AMGI	0,4	0,4	0,7	0,9	0,6	0,8	1,3
Banque asiatique de développement								
	Prêts gouvernementaux	3,8	3,7	2,5	4	3,5	7,7	4,9
	Crédits	1,2	1,3	1,2	1,5	1,7	1,6	1
	Aide aux investissements privés	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2
Banque interaméricaine de développement								
	Prêts gouvernementaux	5,5	5,5	4,7	6,3	6,2	5,3	8,8
	Crédits	0,5	0,4	0,5	0,8	0,4	0,3	0,7
	Aide aux investissements privés	-	-	-	0,1	0,2	0,3	0,6
Banque africaine de développement								
	Prêts gouvernementaux	1,9	1,6	1,4	0,7	0,5	0,8	0,8
	Crédits	1,1	0,8	-	-	0,3	1	0,7
	Aide aux investissements privés	-	-	-	-	-	-	0,2
Total		40,2	37,2	36,5	39	36,2	50,1	51,6

(*) Ces chiffres correspondent à l'année fiscale qui se termine au 30 juin de l'année suivante.

Source : Groupe de la Banque mondiale, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, Banque africaine de développement

La BIRD et l'AID

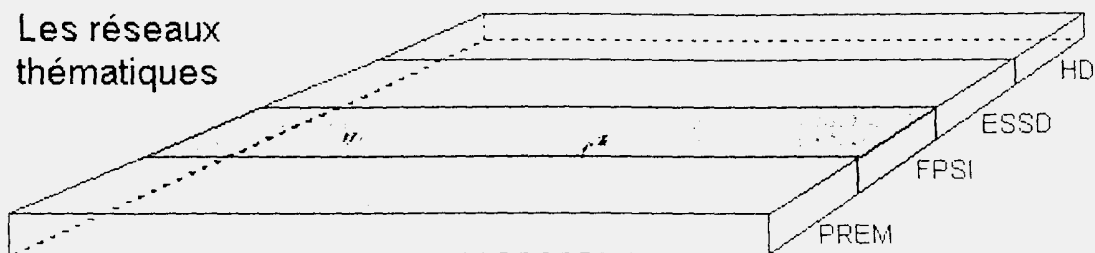
Caractéristiques principales

	IBRD	IDA
Sources de financement	Emprunts sur les marchés, rémunération du capital.	Contributions des gouvernements
Termes des prêts	12-20 ans avec une période de grâce de 3-5 ans. taux d'intérêts à 6,18%.	35-40 ans avec une période de grâce de 10 ans. 0% d'intérêts...
Conditions d'éligibilité	Pays membres avec un revenu annuel par habitant entre 1505 USD et 5445 USD.	Pays membres avec un revenu annuel par habitant inférieur à 925 USD (année fiscale 1999)
Bénéficiaires	Gouvernements, agences gouvernementales et entreprises privées bénéficiant d'une garantie gouvernementale.	Gouvernements, Etats ou organisations privées.
Engagements	Année fiscale 01 : 10,5 MUSD pour des projets.	Année fiscale 01 : 6,8 MUSD pour des projets

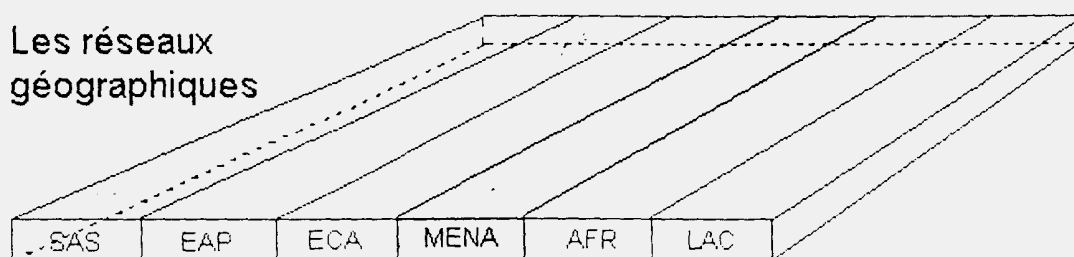
RESEAUX THEMATIQUES ET RESEAUX GEOGRAPHIQUES

DE LA BANQUE MONDIALE

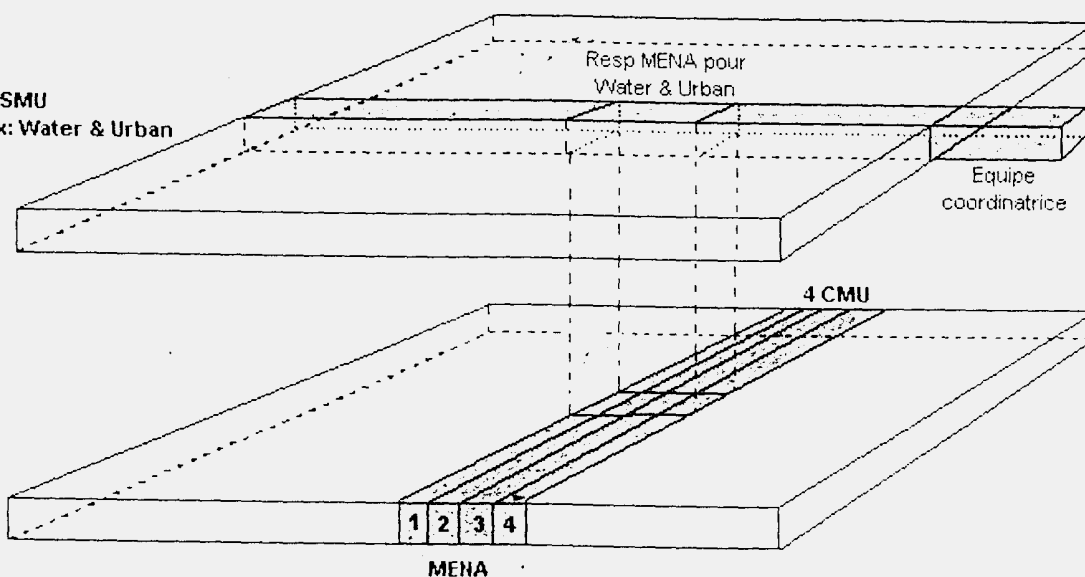
Les réseaux
thématiques



Les réseaux
géographiques



1 SMU
ex: Water & Urban



Le fonctionnement du groupe de la Banque mondiale

Rubriques	BIRD	AID	SFI	AMGI	CIRDI
Date de création	1945	1960	1956	1988	1966
Etats membres	181	160	174	149	131
Conditions d'admissions	Être membre du FMI	Contributions des Etats membres, transferts opérés sur les bénéfices de la BIRD. Remboursement des crédits antérieurs.	Capital souscrit par les Etats membres. Emprunts sur les marchés financiers (80%) et auprès de la BIRD (20%).	Capital souscrit par les membres	-
Conditions de prêts	Coût moyen des emprunts assorti d'une marge, durée de 12 à 20 ans. Différé d'amortissement de 2 à 5 ans dans la plupart des cas.	Pauvreté relative et non solvabilité, sauf exception, seuls les pays dont le PNB par habitant est inférieur à 925 dollars. Prêts sans intérêts, durée de 35 à 40 ans. Différé d'amortissement de 10 ans.	taux de marché. Prêts à long terme. Différé d'amortissement d'une durée maximum de 4 ans	-	-
Volume de prêts cumulé (milliards de dollars)	338,5	115,9	21,1	-	-
Garanties émises (milliards de dollars)	-	-	-	5,5	-

Source : Banque mondiale

La Banque en chiffres de 1950 à 1995

(I. Christin)

Années	1950	1953	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1994
A- Opérations de prêt (milliards de US\$ courants)										
1- Encours des prêts décaissés										
1.1- Prêts IBRD	0.6	1.1	2.8	3.8	6.0	10.5	26.7	41.4	89.1	109.3
1.2- Crédits IDA	0.4	1.7	4.9	11.0	22.0	41.5	62.8			
1.3- Total Banque	0.6	1.1	2.8	4.2	7.7	15.4	37.7	63.4	130.6	172.1
2- Projets approuvés/ an (Nbre)	12	31	58	120	190	247	236	222	228	
3.1- Flux approuvés										
3.1.1- Prêts IBRD	0.17		0.66	1.02	1.68	4.37	7.64	11.36	15.36	14.24
3.1.2- Crédits IDA				0.31	0.61	1.58	3.84	3.03	5.52	6.59
3.1.3- Total flux approuvés				1.33	2.29	5.95	11.48	14.39	20.88	20.84
3.2- Flux décaissés										
3.2.1- Prêts IBRD			0.56	0.61	0.77	2.10	4.36	8.65	13.90	10.45
3.2.2- Crédits IDA				0.22	0.14	1.03	1.41	2.49	3.85	5.53
3.2.3- Total flux décaissés			0.56	0.83	0.92	3.12	5.77	11.14	17.75	15.98
B- Principales ressources disponibles										
1- IBRD										
1.1- Cap. appelé & versé	1.7	1.8	2.0	2.2	2.3	3.1	4.0	5.1	8.9	10.7
1.2- Emprunts										
1.2.1- Encours MT & LT	0.3	0.6	1.9	2.5	4.6	12.3	27.0	46.8	81.2	95.6
1.2.2- Encours CT	n.d.	0.0	0.2	0.2	n.d.	n.d.	2.7	3.5	5.3	3.3
1.2.3- Flux à MT & LT	0.1	0.1	0.4	0.6	0.7	3.5	5.2	10.4	11.6	8.9
2- IDA										
2.1- Souscrip. & Ress. suppl.				1.8	3.0	10.8	19.5	36.1	56.3	90.3
2.1- Membres 1 ^{re} partie				1.5	2.7	10.4	18.7	34.4	53.9	87.3
2.2- Membres 2 ^{de} partie				0.3	0.3	0.4	0.8	1.7	2.4	2.9
C- Budgets administratifs (millions de US\$ courants)										
1- Total	4.4	5.7	10.1	25.2	61.3	157.5	338.1	667.1	887.1	1388
1.1- IBRD	4.4	5.7	10.1	22.3	45.5	109.9	198.0	393.9	591.4	n.d.
1.2- IDA				2.9	15.8	47.6	140.1	273.2	295.7	n.d.
D - Adhérents et Employés (nombres)										
1.1- Pays membres										
1.1.1- IBRD	48	54	68	102	113	125	135	148	152	177
1.1.2- IDA				94	105	114	121	133	138	156
1.2- Nombre d'employés statutaires	410	426	650	1094	2252	n.d.	5000	5866	n.d.	6338

Sources : Rapports annuels de la Banque mondiale, de 1949-1950 à 1994.

La Banque mondiale : exercice 2000

	Exercice 00	Exercice 99
Prêts		
Nouveaux engagements		
BIRD (a)	10919	22182
IDA (a)	4358	6813
Total	15276	28995
Encours des prêts de la BIRD	120104	117228
Encours des crédits de l'IDA	86643	83666
Décaissements		
BIRD (a)	13332	18215
IDA (a)	5177	6023
Total	18509	24238
Finances de la BIRD		
Revenu net	1991	1518
Encours des emprunts (b)	110379	115739
Capital souscrit	188606	188220
Ratio fonds propres/prêts	21,2%	20,7%
Cofinancement et fonds fiduciaires		
Cofinancements	9341	11350
Ratio cofinancements/prêts de la Banque mondiale	61,1%	39,1%
Contributions au fonds fiduciaires (c)	1769	1568
Décaissements sur les fonds fiduciaires (c)		

a. Hors dons PPTE de l'IDA, mais fonds fiduciaires intérimaires inclus.

b. Avant swaps, net de primes / escompte.

c. Tous fonds fiduciaires du Groupe de la Banque mondiale.

3. Les instruments

- Ils se sont largement diversifiés au cours du temps
- il faut distinguer
 - les instruments de financement de la Banque mondiale
 - les instruments d'assistance technique et de formation
 - les instruments de la lutte contre la pauvreté
 - les instruments des autres composantes du groupe de la Banque mondiale
- et évoquer :
 - le traitement des défauts
 - le risque de change

3.1 Les instruments de financement de la Banque mondiale

3.1.1 Les prêts d'investissement et d'ajustement de la BIRD et les crédits de l'IDA.

- la terminologie prêt (BIRD) et crédit (IDA)
- les prêts de la Banque et les crédits de l'IDA
 - les prêts d'investissement financent des projets (par exemple infrastructures) de long terme (5 à 10 ans) dans un spectre large de secteurs. Il existe sept types de prêts d'investissement :
 - les prêts d'investissement spécifiques (infrastructures et moyens de production)
 - les prêts sectoriels d'investissements et d'entretien (mise en cohérence)
 - les prêts à des intermédiaires financiers (développement du secteur financier)
 - les prêts d'urgence à un pays sinistré (pays subissant une crise majeure)
 - les prêts d'assistance technique (renforcement des moyens d'action des administrations et des organismes publics)
 - les prêts au développement des connaissances et à l'innovation (financement de petits programmes expérimentaux)
 - les prêts programmes évolutifs (financement d'un programme de développement à long terme par des prêts successifs)
 - les prêts d'ajustement financent des réformes économiques ou des réformes structurelles sectorielles dans des pays ayant des besoins de financement extérieurs. Il existe quatre type de prêts d'ajustement :
 - le prêt d'ajustement structurel (réforme des politiques publiques et du cadre institutionnel)

- les prêts d'ajustement sectoriel (réforme des politiques publiques et du cadre institutionnel de secteurs prioritaires)
- les prêts de réhabilitation (aide à la réforme du secteur privé)
- les prêts pour la réduction de l'encours et du service de la dette
- éligibilité : ne pas avoir d'arriérés
- déboursement :
 - les prêts d'investissement : au fur et à mesure des dépenses préidentifiées
 - les prêts d'ajustement : en une ou plusieurs tranches dans un compte spécial et conditionnellement à des réformes ou à des politiques macroéconomiques positives (à faire) ou négatives (à ne pas faire)
- les prêts s'intègrent dans un programme cadre de financement élaboré pour chaque pays : le CAS « Country Assistance Strategy »
- les prêts sont financés par la BIRD ou l'AID

3.1.2 . Les garanties.

- depuis 1994, en complément et en coordination avec l'AMGI et la SFI
- s'adressent aux prêteurs privés pour des projets d'infrastructures
- elles couvrent les risques politiques
- elles sont partielles
- elles s'appliquent au risque souverain (défaut) ou privé

3.1.3 . Les produits financiers.

- le prêt à spread fixe indexé sur le LIBOR (FSL)
- le prêt à spread variable dans une seule monnaie (VSCL)
- le prêt de pool de monnaie (CPL)

3.1.4 . Evolution et structure des prêts.

- par secteurs
- par objet (investissements ou ajustements)
- par région
- par pays : importante concentration des pays clients de la Banque
 - BIRD : 4 principaux bénéficiaires historiques :
 - Brésil
 - Inde
 - Indonésie
 - Mexique
 - à eux seuls 37 % des encours en 1994 puis Chine (7 %) et Turquie (4,6 %)

- AID
 - Inde (28, 5 % des encours en 1994)
 - Chine (9,2 %)
 - Bangladesh (8,3 %)

3.2 Les instruments d'assistance technique et de formation de la Banque

- institut de la Banque créé en 1955, en est le principal instrument
- destiné aux fonctionnaires ayant à travailler sur le développement
- organisation de séminaires de formation à Washington ou localement

3.3 Les instruments de lutte contre la pauvreté : le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP)

3.4 Les instruments des autres composantes du groupe

3.4.1 . La société financière internationale.

- banque d'affaire, instrument de mobilisation des capitaux
- appui stratégique aux privatisations et au développement des marchés de capitaux
- elle intervient de manière directe dans le financement (prêts, participations au capital des entreprises)
- elle intervient de manière indirecte :
 - syndication des prêts
 - garanties d'émission d'actions (renforcées depuis 1990)
- elle intervient au taux du marché, pour des prêts de 2 ans à 15 ans ; elle maximise son profit ; elle partage le risque avec ses partenaires
- elle intervient surtout dans les pays émergents (risque privé mesuré)
- elle est pour la Banque un modèle, un prototype d'une institution moderne d'aide au développement

3.4.2 . L'agence multilatérale de garantie des investissements.

- c'est une agence d'assurance des investissements directs à l'étranger contre le risque politique
- elle agit par contrat, après évaluation de l'investissement
- elle promeut l'investissement direct à l'étranger
- elle intervient dans certaines limites :
 - plafond de couverture de l'investissement : 110 M\$
 - plafond de garantie par pays : 350 M\$
 - critères environnementaux
- elle multiplie les partenariats

3.4.3 . Le centre international de règlement des différends relatifs aux investissements.

- il agit sur demande des cocontractants
- il ne s'engage pas dans la conciliation qui est du ressort de l'instance d'arbitrage, il offre un cadre administratif et juridique à l'arbitrage
- les verdicts sont sans appel, sauf exception (annulation) ; ils doivent être reconnus par les Etats signataires de la convention
- il coopère avec d'autres institutions de même type dont la Cour permanente d'arbitrage de La Haye

3.5 Le traitement des défauts

- pas de moratoire ou rééchelonnement
- mise en suspens des prêts nouveaux demandés et perte des remises éventuelles (sur les taux et commissions) pour un retard de paiement supérieur à 30 jours et avis de suspension des décaissements des prêts en cours avec effet à 15 jours
- aide à la résorption des arriérés depuis 1991

3.6 Les monnaies

- les remboursements des prêts se font dans des paniers de monnaie spécifiés par la Banque, avec deux objectifs :
 - transférer les risques de change sur les emprunteurs
 - répartir ce risque équitablement entre les emprunteurs
- le système : le « Currency pooling system » (CPS) :
 - l'emprunteur doit rembourser son prêt en un panier de monnaies standard

la part des monnaies (trois) est stable (fonction de la part des monnaies des emprunts) Les instruments de prêt

s de la Banque mondiale

1. Les d'investissements

La BIRD utilise plusieurs instruments pour soutenir des activités d'investissements, que celles-ci fassent l'objet d'un projet spécifique ou s'inscrivent dans un programme d'investissement. On peut répertorier les instruments suivants :

- Les *prêts d'investissement spécifique* financent soit la création d'actifs productifs ou d'infrastructures économiques, soit leur remise en état pour leur permettre de fonctionner à pleine capacité;
- Les *prêts sectoriels d'investissement* et d'entretien visent à mettre en cohérence les investissements, les politiques et la performance d'un secteur ou d'un sous-secteur et les priorités économiques prédéfinies;
- Les *prêts des intermédiaires financiers* ont pour objet de promouvoir le développement des institutions financières en fournissant des fonds à des intermédiaires qui les utiliseront pour leurs opérations générales de crédits ou pour le développement de certains secteurs ou sous-secteurs dans un environnement concurrentiel;
- Les *prêts d'assistance technique* doivent permettre de renforcer les moyens d'action des entités responsables des politiques publiques, des stratégies et des réformes institutionnelles dans des domaines comme la réforme et la privatisation des entreprises publiques. La réforme de la fonction publique et du système judiciaire, la gestion des budgets publics et l'élaboration de la politique économique.

En outre, la direction de la BIRD a entrepris de mettre au point une série de nouveaux outils de prêt. Les premiers de ces nouveaux produits sont les instruments de prêt évolutif qui incluent, depuis une décision du conseil d'administration en date du 4 septembre 1997 :

- Les *prêts au développement des connaissances et à l'innovation* (PDCI) financent de petits programmes qu'il importe d'exécuter dans les meilleurs délais pour renforcer les capacités, explorer des initiatives prometteuses, ou de tester et perfectionner des modèles d'origine locale avant de les appliquer à grande échelle. Leur montant est peu élevé et ne dépasse pas 5 millions de dollars. Leur approbation relève de la direction et non des administrateurs;
- Les *prêts-programmes évolutifs* (PPE) assurent le financement d'un programme de développement à long terme par une série de prêts successifs. La décision d'octroyer un nouveau prêt est prise sur la base des résultats obtenus au regard de points repère et d'indicateurs convenus, après examens périodiques et évaluation des progrès réalisés et de l'évolution des besoins. L'approbation de l'ensemble du programme à long terme et du prêt relève des administrateurs, mais les prêts suivants sont approuvés par la direction de la BIRD, sous la supervision des administrateurs.

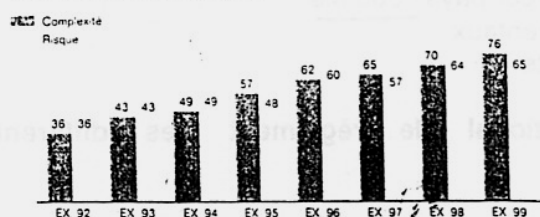
2. Les prêts d'ajustement

- Les *prêts d'ajustement structurel* visent à soutenir des réformes déterminées des politiques publiques et du cadre institutionnel. Ils sont subordonnés à la conclusion d'un accord sur un cadre macroéconomique satisfaisant et sur un programme d'action gouvernemental dont l'avancement puisse être contrôlé selon un calendrier convenu.
- Les *prêts d'ajustement sectoriel* soutiennent de vastes réformes des politiques publiques et du cadre institutionnel de secteurs prioritaires. Ils sont subordonnés aux mêmes conditions que les prêts d'ajustement structurel.
- Les *prêts de réhabilitation* soutiennent la mise en œuvre des réformes engagées par le gouvernement pour aider le secteur privé. A cet effet, ils procurent les devises nécessaires à la remise en état d'infrastructures et d'équipements productifs d'une importance cruciale.
- Les *prêts pour la réduction de l'encours et du service de la dette* sont destinés à aider les pays lourdement endettés admissibles par le financement d'une opération agréée de réduction de leur dette commerciale, afin de ramener leur endettement à un niveau soutenable.

Le 22 octobre 1998, le conseil d'administration a approuvé la création de deux nouveaux instruments financiers pour aider les pays affectés par la crise financière internationale à faire face à des besoins exceptionnels et à engager des réformes structurelles sans délais : il s'agit des prêts d'ajustement structurel programmé et des prêts spéciaux d'ajustement structurel spécial.

Bien que les projets présentent un degré de complexité et de risque plus élevé...

Degré de complexité et de risque^a
(en pourcentage du nombre de projets)

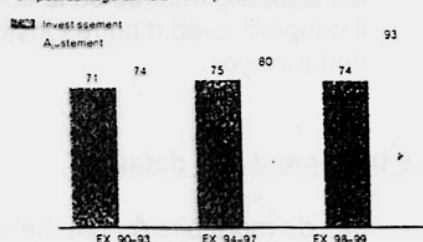


les résultats de l'action de la Banque au plan du développement restent satisfaisants ou s'améliorent...

Résultats satisfaisants : Total des prêts^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

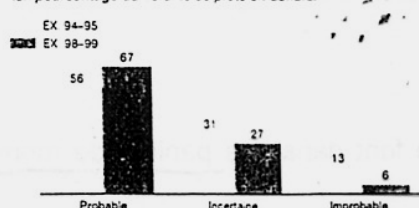


Résultats satisfaisants : Prêts d'investissement et d'ajustement^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

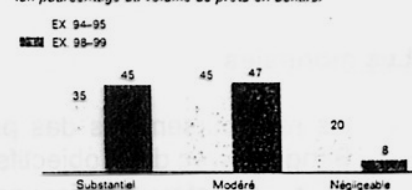


les projets sont plus viables et contribuent davantage au renforcement institutionnel...

Viabilité^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

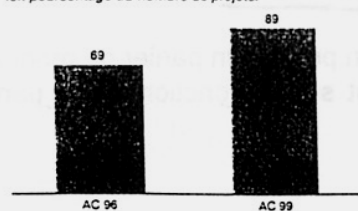


Impact du point de vue du renforcement institutionnel^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

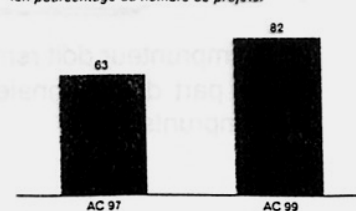


et la qualité des projets à leur entrée dans le portefeuille ou en cours d'exécution s'améliore.

Qualité à l'entrée satisfaisante^b
(en pourcentage du nombre de projets)



Qualité de la supervision satisfaisante^b
(en pourcentage du nombre de projets)



a. Les données renvoient aux évaluations indépendantes effectuées par le Département de l'évaluation des opérations (deo) sur les prêts entièrement décaissés retirés du portefeuille actif de la Banque. Les résultats correspondant aux prêts sortis du portefeuille durant l'exercice 99 sont préliminaires, sur la base de toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles qui couvrent environ 50 % des opérations.

b. Les données renvoient aux évaluations réalisées chaque année par le Groupe d'assurance de la qualité (gaq) sur un échantillon de projets en cours récemment approuvés.

PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE PAR SECTEUR, EXERCICES 92-00

(USD millions)

Secteur	CLASSEMENT PAR PRÊT ^a				CLASSEMENT PAR COMPOSANTE
	Ex. 92-97	Ex. 98	Ex. 99	Ex. 00	Ex. 00
<i>Moyenne annuelle</i>					
Agriculture	2 920,2	2 691,9	2 507,8	1 125,2	1 150,0
Développement du secteur privé	751,2	431,0	1 337,4	221,3	207,3
Développement urbain	1 122,1	773,5	706,5	621,6	699,5
Eau et assainissement	896,6	552,9	1 052,7	903,6	620,5
Éducation	1 738,7	3 129,3	1 344,3	684,0	762,3
Électricité et autres énergies	2 549,1	2 067,0	440,0	994,2	990,6
Environnement	747,5	738,6	539,3	514,1	918,8
Finances	1 637,4	5 893,5	2 322,3	1 828,0	1 774,0
Gestion du secteur public	575,8	1 669,7	963,3	2 262,1	1 868,0
Hydrocarbures	550,9	140,0	17,5	167,0	166,6
Industries extractives	220,0	1 376,5	315,0	54,5	20,0
Opérations plurisectorielles	125,2	5,0	641,4	726,5	513,7
Politique économique	2 355,7	1 536,1	9 890,1	1 286,8	1 301,0
Population, santé et nutrition	1 235,2	1 990,9	1 106,8	987,0	1 044,3
Protection sociale	788,1	2 240,0	2 678,6	1 101,0	1 517,9
Télécommunications	261,0	70,5	1 10,8	109,03	109,4
Transports	3 068,4	3 287,5	3 021,8	1 690,0	1 612,3
Total	21 543,0	28 593,9	28 995,6	15 276,2	15 276,2
Dont BIRD	15 368,3	21 086,3	22 182,3	10 918,6	
IDA	6 174,7	7 507,7	6 813,3	4 357,6	

Note: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

a. Pour mieux rendre compte du caractère évolutif des opérations de la Banque, le système de classement par secteur des opérations de la Banque est examiné et modifié en fonction des besoins. Durant l'exercice 00, deux catégories sectorielles ont été créées (Politique économique et Développement du secteur privé) et une supprimée (Industrie). La rubrique Politique économique recouvre l'appui opérationnel à la politique macroéconomique, au commerce et à d'autres réformes économiques et institutionnelles. Elle englobe les opérations d'ajustement structurel précédemment classées dans la rubrique Opérations plurisectorielles et certains projets antérieurement affectés à la catégorie Finances. La rubrique Développement du secteur privé comprend les projets d'appui au cadre d'activité économique, aux services d'infrastructure privés, aux petites entreprises et à la privatisation. À ce titre, elle englobe certaines opérations précédemment classées dans les catégories Industrie et Gestion du secteur public. D'autres opérations figurant jusque-là dans la rubrique Industrie apparaissent maintenant dans la catégorie Gestion du secteur public. En outre, quelques opérations individuelles approuvées durant les exercices 98-99 ont été reclassées, notamment un projet agricole approuvé durant l'exercice 99 qui figure maintenant à la rubrique Eau et assainissement.

b. Cette colonne indique le montant des prêts par secteur, sur la base d'un classement par composante principale. Prenons, à titre d'exemple, un prêt à l'appui d'un projet minier de 100 millions de dollars comprenant des composantes liées à l'environnement, les finances et la protection sociale. Dans le cas d'un classement par prêt, le montant total de l'opération est réparti dans la rubrique Industries extractives, dans le cas d'un classement par composante, le montant est réparti entre les quatre secteurs concernés: Industries extractives, Environnement, Finances et Protection sociale. Le total des prêts relevant de la catégorie Protection sociale (11,5 millions de dollars) qui figure dans la colonne Classement par composante correspond donc à la somme de toutes les composantes Protection sociale des prêts approuvés durant l'exercice 00.

c. Non compris les dons non accordés par l'IDA à l'Ouganda durant l'exercice 98 (1,50 million de dollars) et au Mozambique durant l'exercice 99 (1,80 million de dollars).

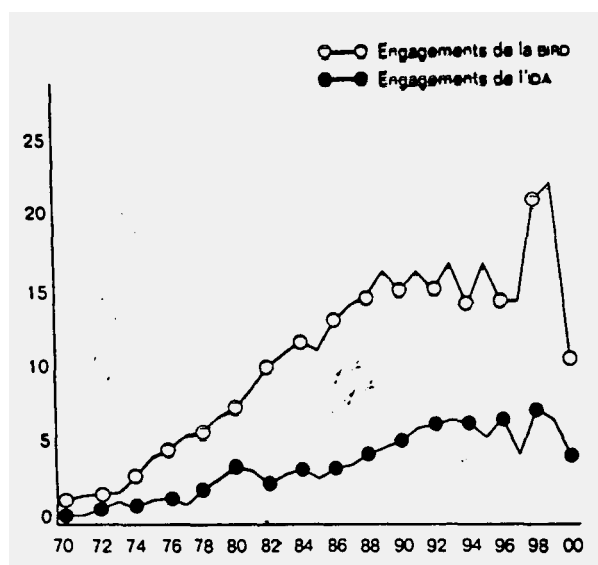
ENGAGEMENTS DE PRÊT À L'AJUSTEMENT DE LA BANQUE MONDIALE, EXERCICES 98-00

	EXERCICE 98		EXERCICE 99		EXERCICE 00	
	USD MILLIONS	%	USD MILLIONS	%	USD MILLIONS	%
Engagements pour l'ajustement par région						
Afrique	818	7	769	5	495	10
Asie de l'Est et Pacifique	5 685	50	5 712	37	552	11
Moyen-Orient et Afrique du Nord	180	2	680	4	—	—
Amérique latine et Caraïbes	1 589	14	4 445	29	2 860	56
Europe et Asie centrale	2 768	25	3 372	22	950	19
Asie du Sud	250	2	350	2	251	5
Engagements pour l'ajustement, BIRD et IDA						
BIRD	9 935	88	13 937	91	4 426	87
IDA	1 354	12	1 391	9	682	13
Total des prêts à l'ajustement	11 289	100	15 328	100	5 108	100
Total des engagements de prêt de la Banque mondiale						
BIRD	21 086		22 182		10 919	
IDA	7 508		6 813		4 358	
Total BIRD plus IDA	28 594		28 996		15 276	
Part des prêts à l'ajustement		39		53		33

Note: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

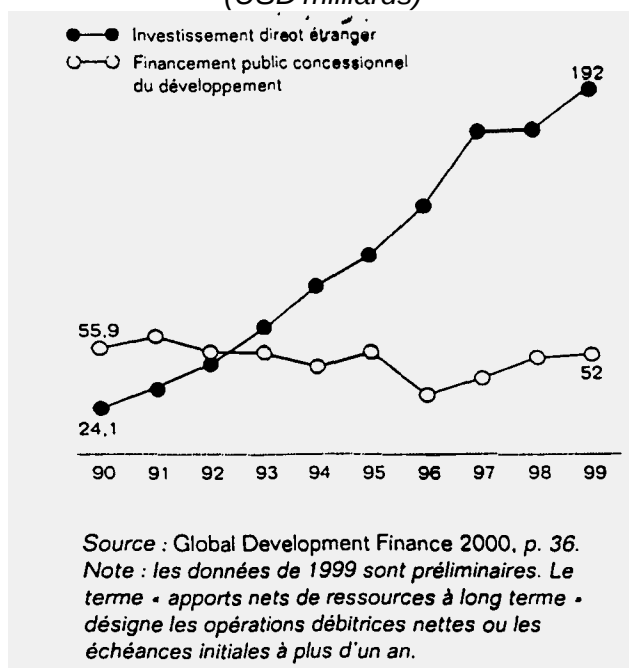
Evolution des prêts de la BIRD et de l'IDA, Exercices du 70-00

(USD milliards)



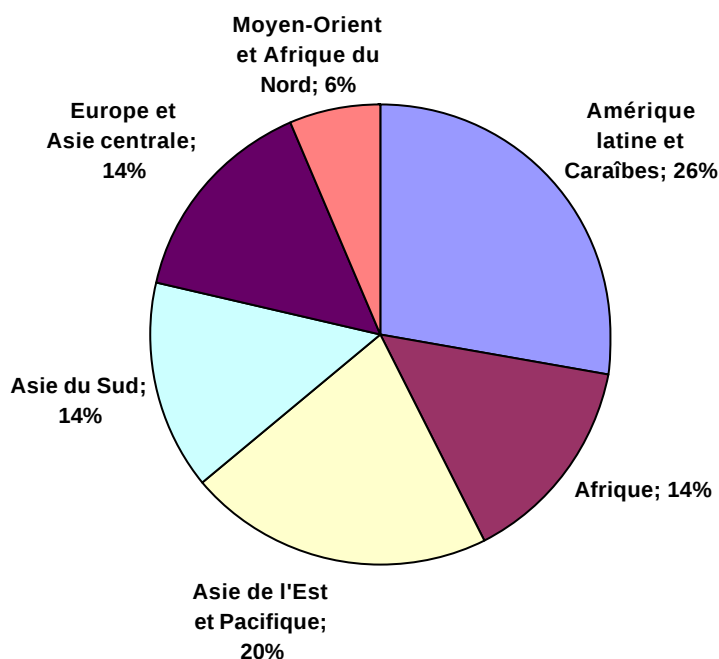
Apports de ressources à long terme aux pays en développement, 1990-1999

(USD milliards)



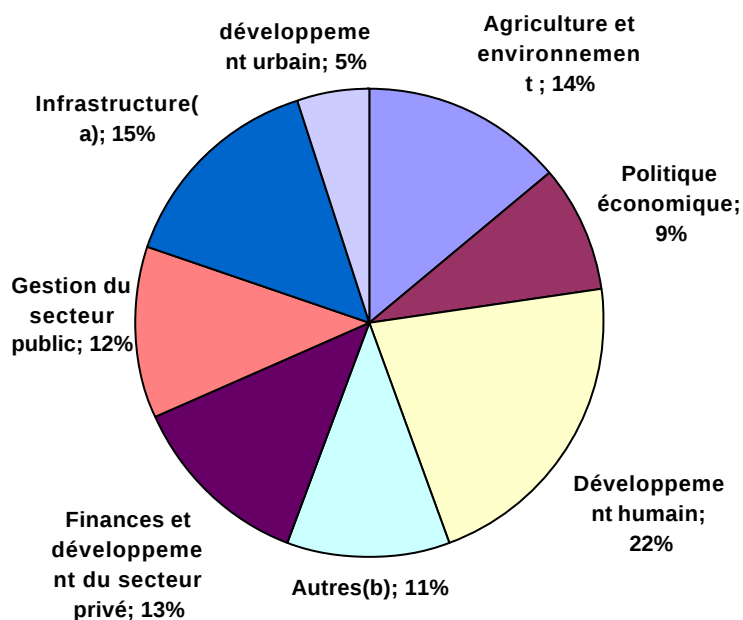
Répartition régionale des prêts de la BIRD et de l'IDA, Exercice 00

(Total USD 15,3 milliards)



Répartition sectorielles des prêts de la BIRD et de l'IDE, Exercice 00

(Total USD 15,3 milliards)



Note : Pourcentages calculés sur la base des composantes des prêts.

(a) Comprend les secteurs transports, Télécommunications, et Eau et assainissement.

(b).Comprend les Opérations plurisectorielles et les secteurs Electricité et autres énergies, hydrocarbures et industries extractives.

▪

4. Le développement d'un projet financé par la Banque

- projet et programme
- l'élaboration d'un projet financé par la Banque s'articule autour de trois grands moments :
 - établissement d'un CAS « Country Assistance Strategy »
 - élaboration d'un cahier des charges du projet (PAD)
 - appel d'offres
- viennent ensuite :
 - l'exécution et la supervision
 - l'évaluation rétrospective

4.1 Les « Country Assistance Strategy »

- grandes orientations de la Banque et liste des projets pour un pays
- révision tous les 2 à 5 ans
- élaboration par la Banque en concertation avec le pays et d'autres partenaires (IFI, banques, secteur privé, ONG...)
- contenu :
 - situation macroéconomique
 - études sur l'état de la pauvreté
 - études sur la gouvernance (fonctionnement, applications des réformes)
 - programmes antérieurs d'évaluation
 - priorités de développement et objectifs
 - liste exhaustive des actions prévues
 - annexes
 - état des lieux des secteurs dans lesquels sont prévus des financements de la Banque (Bank Group program summary)
 - liste des projets, date de réalisation, budget, financements (Country program Matrix)

4.2 Elaboration du cahier des charges

4.2.1 . Identification (12 à 24 mois).

- par la Banque Mondiale en coopération avec le pays grâce à ses équipes permanentes (mais une demande formelle de ??? est évidemment obligatoire) ou toute action de la Banque
- lors des grandes missions biannuelles de programmation (CAS)
- recours à des experts extérieurs pour les études de préféabilité, faisabilité, impact
- élaboration du Project Information Document (PID)

4.2.2 . Préparation, après approbation du CAS (1 à 2 ans).

- désignation d'un leader du projet
- réalisation avec les experts de la Banque d'une étude placée sous la responsabilité du pays, assisté par la Banque sur la faisabilité (technique, institutionnelle, financière, économique, environnementale)

4.2.3 . Evaluation.

- phase essentielle par la Banque
- responsabilité de la Banque, réalisée par mission sur place
- Elaboration d'un document (Project Appraisal Document) sur l'évaluation de tous les aspects du projet et les cahiers des charges du projet

4.2.4 . Négociation du prêt et soumission au Conseil d'administration.

- les négociations ont lieu au siège de la Banque
- les conditions des prêts
 - le CGAAPG (conditions générales applicables aux accords de prêt et de garantie) non négociable
 - l'accord de prêt
 - durée, selon le PNB/tête du pays
 - différé d'amortissement (entre 3 et 5 ans)
 - taux d'intérêt : depuis 1982 variable semestriellement ; taux = coût moyen pondéré d'un pool d'emprunt postérieur à 1982 pendant le semestre précédent + 50 points de base (0,50 %)
 - ↳ hors emprunts affectés aux placements de L'IRBD depuis 1989
 - ↳ pondéré selon les monnaies par le poids de chaque monnaie dans le pool des prêts
 - ↳ avec remise de 25 points de base pour les pays qui respectent les échéances depuis 1993
 - commission : commission d'engagement appliquée à la partie non décaissée des prêts (25 points de base depuis 1989, modulable selon les résultats de la Banque)
- approbation par le conseil d'administration

4.2.5 . Passation des marchés et exécution.

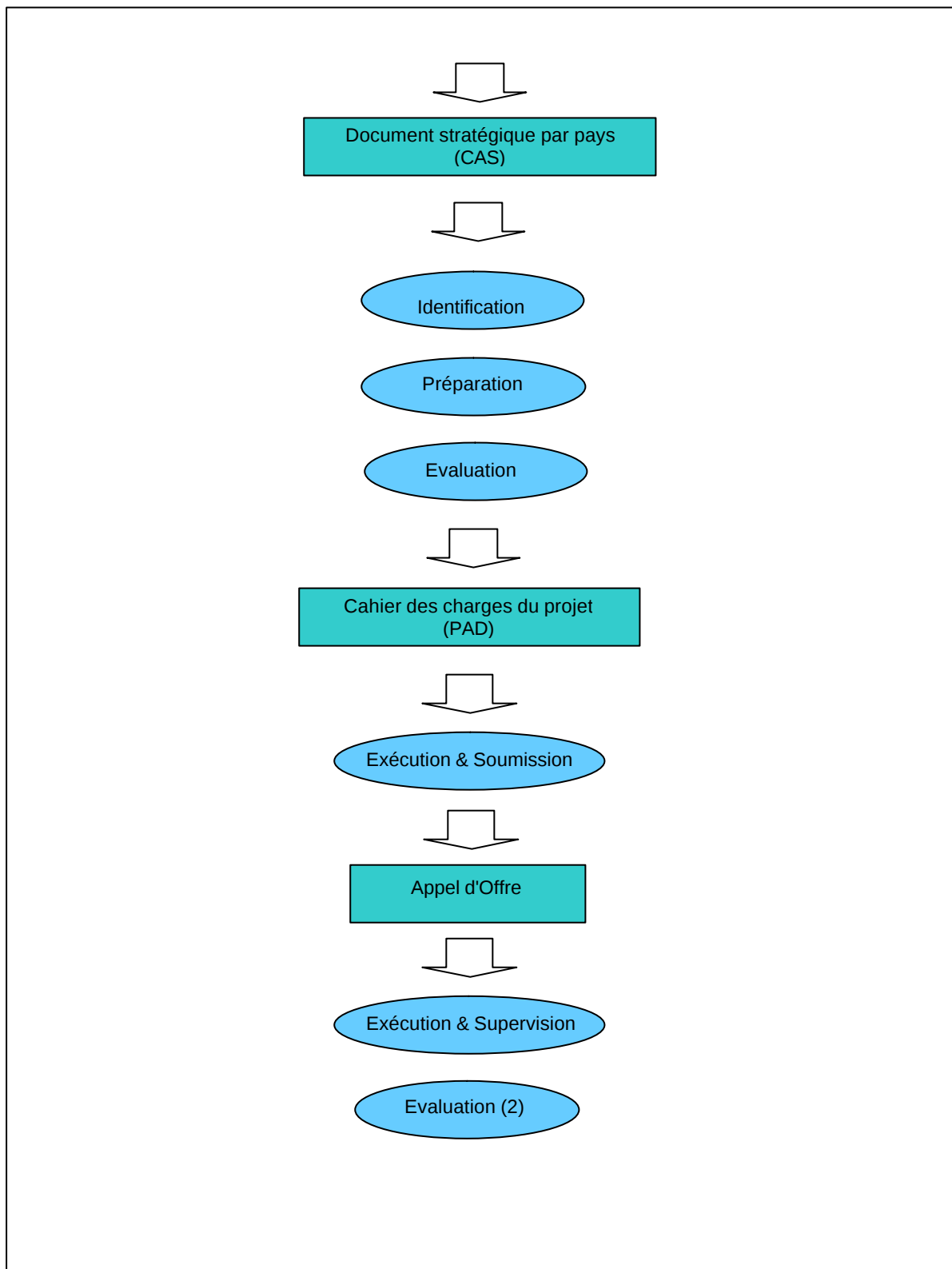
- elle est de la responsabilité exclusive du pays
- la Banque mondiale n'a qu'un rôle de
 - soutien (élaboration de lignes directrices (Procurement guidelines)) de passation des marchés publics
 - contrôle

- de la passation des marchés
- de la bonne marche des opérations
- les méthodes de passation des marchés
- élaboration du rapport d'achèvement (Project Completion Report) soumis au département de l'évaluation rétrospective des opérations (OED)

4.2.6 . L'évaluation rétrospective.

- elle est réalisée par un département spécialisé : l'OED (Operational Evaluation Department)
- elle intervient dès les projets terminés
- elle est faite sur place et sur pièce
- elle donne lieu à un rapport d'audit discuté contradictoirement par
 - les chefs de division (peer review)
 - le directeur de l'OED, le vice-président de la région et l'emprunteur
- après approbation par l'OED le rapport est communiqué au conseil d'administration

Cheminement d'un projet



Les "Country Assistance Strategy" (CAS)

La Banque Mondiale révisé régulièrement (entre 2 et 5 ans) la stratégie pays et établit, pour chaque pays client un document stratégique qui dresse les grandes orientations de la Banque par secteurs et liste les projets qui seront financés.

Les CAS sont des documents d'orientation sectorielle élaborés par la Banque Mondiale en concertation avec le pays client. Ils indiquent la nature et le niveau d'assistance à fournir. Ils déterminent les programmes de financement (prêts et garanties) du Groupe Banque Mondiale dans chaque pays client.

Ce document constitue donc la première source d'informations pour les entreprises. Il est inutile de continuer les démarches commerciales auprès de la Banque Mondiale si aucun projet correspondant à votre secteur d'activité n'est traité dans le CAS.

Chaque CAS s'appuie sur le contexte politique, économique et social du pays concerné et répond aux priorités et aux stratégies de développement des gouvernements.

Plusieurs partenaires extérieurs travaillent avec la Banque Mondiale à leur élaboration : IFI (Institutions Financières Internationales), banques gouvernementales multilatérales et bilatérales, secteur privé, ONG...).

Un grand nombre d'études est inclus dans chaque document : études sur l'état de la pauvreté (profil et causes), sur les performances macro-économiques, sur la prospection, sur les risques, sur la situation de gouvernance... Figurent aussi dans les CAS, les principales conclusions des programmes antérieurs d'évaluation.

Depuis le mois de juillet 1998, la Banque publie des notices d'informations sur l'état des CAS. Cette publication n'a lieu qu'après accord du gouvernement du pays concerné.

Identification

Elle dépend essentiellement de la Banque Mondiale, mais se fait en concertation de plus en plus étroite avec les pays emprunteurs. Un projet est identifié en général lors des missions de programmation de la Banque Mondiale qui ont lieu tous les deux ans et qui ont pour but de déterminer les grandes orientations sectorielles. Cette phase d'identification fait souvent partie du travail d'élaboration des CAS.

Durant cette phase les chefs d'équipe de la Banque ont souvent recours aux services d'experts-conseils ou de consultants qui effectuent des études de pré-faisabilité et de faisabilité, des études de conception de projet et également des évaluations des effets sur l'environnement, les finances et l'économie. Pour financer ces missions de conseil, la Banque a de plus en plus recours à des financements extérieurs, notamment les Trust Funds, mis en place par les bilatéraux et/ou d'autres multilatéraux (UE, ASEM). Cette phase d'identification dure de 12 à 24

mois. Le projet sera repris dans le M.O.S. (Monthly Operational Summary), accessible sur : <http://www.devbusiness.com>.

Dès que le projet est indentifié, le Project Information Document correspondant est rédigé et mis en ligne sur: <http://www4.worldbank.org/sprojects/>. Ce PID décrit brièvement le projet, son environnement technico-économique et les conséquences envisagées. Il donne également le nom du Task Manager et ses coordonnées.

Préparation

Après approbation du CAS, un Task Team Leader est désigné pour chaque projet identifié. Assisté des différents Sector Specialist de la Banque, il réalise une étude plus poussée. Cette phase de préparation dure une à deux années et demeure la responsabilité du pays emprunteur qui reçoit généralement une assistance technique de la Banque Mondiale et de consultants extérieurs.

Evaluation (1)

Cette phase d'évaluation, encore appelée *Appraisal*, fait suite à la préparation. Elle est de la responsabilité de la Banque qui évalue la viabilité du projet en regardant les aspects technico-économiques, institutionnels, financiers et environnementaux. Ce travail est généralement effectué par les Task Team Leaders et les Sector Specialists.

L'évaluation (on parle souvent de mission d'évaluation ou *Appraisal Mission*) aboutit à la rédaction d'un rapport d'évaluation (Project Appraisal Document).

Négociations

Les termes du projet et ses plans d'exécution sont négociés entre la Banque Mondiale et les emprunteurs avant la soumission du rapport d'évaluation (PAD) au Conseil d'Administration de la Banque.

Evaluation rétrospective (2)

Cette dernière étape comprend l'évaluation par un département de la Banque (l'OED: Operational Evaluation Department) du projet et des résultats obtenus. Cette phase est mise en oeuvre au terme de l'exécution du projet.

Les méthodes de passation de marché
Pour les marchés de biens et de services

Les procédures de passation des marchés font l'objet d'un CD-ROM. Vous pouvez vous procurer le document au bureau parisien de la Banque Mondiale situé :

66, Avenue d'Iéna

75 116 PARIS

Tél : 01 40 69 30 00

Fax : 01 40 69 30 66

Les résumés des documents d'Appel d'Offres sont accessibles sur le site de [Devbusiness](http://devbusiness.org).

Il existe 7 modes de passation des marchés :

- l'appel d'offres international (ICB : International Competition Bidding);
- l'appel d'offres international restreint (LCB : Limited International Bidding)
- l'appel d'offres national (NCB : National Competition Bidding)
- la consultation de fournisseurs (Shopping - International / National)
- l'entente directe (Direct Contracting)
- la régie (Procurement Agents)
- les marchés passés auprès des institutions de l'ONU (Procurement from United Nations Agencies)

L'appel d'offres international (ICB) est la méthode classique de passation des marchés, elle représente environ 50% (en valeur) des marchés adjugés en 1999.

Le Project Appraisal Document donne le mode de passation de chacun des marchés nécessaires à la réalisation du projet. Les procédures sont choisies par le gouvernement emprunteur, maître d'ouvrage du projet, en concertation avec les responsables de la Banque qui établissent le PAD.

La Banque Mondiale souhaite encourager ce type d'appel d'offres. Il existe cependant une préférence de prix aux offres locales. Cet avantage permet aux soumissionnaires de proposer des offres dont le prix est jusqu'à 15% supérieur pour les marchés d'équipement et 7.5 % pour les marchés de génie civil. En revanche, il n'existe pas de règles pour favoriser les entreprises des pays donateurs.

Les textes des lignes directrices sur les modes de passation de marché sont accessibles sur le site de la Banque Mondiale :

<http://www.worldbank.org/html/opr/procure/guidelin.html>

Dans chacune des 6 régions, un Regional Procurement Advisor (RPA) suit les procédures d'appel d'offres. Les entreprises qui rencontrent des problèmes en ce qui concerne la passation des marchés sur les projets financés par la Banque Mondiale doivent s'adresser en priorité au

RPA. Cependant, en fonction de l'ampleur du problème rencontré, les entreprises peuvent ne s'adresser qu'au Task Manager. Enfin, il est important de garder à l'esprit que c'est le gouvernement emprunteur qui est responsable du respect des procédures d'appel d'offres. En cas de litige, la plainte doit donc, en théorie, être adressée au pays emprunteur.

5. Les critiques de la Banque

- la Banque n'a pas su s'adapter ni à la fin de la guerre froide, ni au développement du marché des capitaux privés
 - la guerre froide a enlevé toute raison d'aider les régimes corrompus et instables
 - le développement des marchés oblige la Banque à concentrer ses efforts sur les pays les plus pauvres

5.1 Missions

- la Banque ne pallie pas les défaillances des marchés (financement de projets non rentables et de pays non solvables), elle se substitue à lui (peu « d'additionalité »)
 - hors transferts d'aide, 80 % des ressources vont vers des pays ayant un bon rating
 - hors transferts d'aide, 80 % des prêts vont vers une douzaine d'économies ayant accès aux capitaux privés (Chine : 12 % ; Argentine : 10 % ; Russie, Mexique, Indonésie, Brésil, Corée entre 9 % et 6 %)
- la Banque mondiale et les Banques régionales de développement ne sont pas assez coordonnées
 - leurs prêts se développent pendant les crises financières, ce qui n'est pas leur rôle, sauf pour la réforme institutionnelle et la réduction de la pauvreté
 - les banques régionales sont en compétition avec la Banque mondiale (fonds, clients, projets et implantations)
 - elles opèrent au niveau des pays et non des régions
 - elles financent trop le secteur public (hors les secteurs prioritaires, environ 30 à 40 % de l'ensemble des flux)
- les contre arguments ne sont plus valables
 - la banque n'exerce plus d'effet d'entraînement et ce n'est pas son rôle (FMI, agences de notations)
 - la Banque n'a pas pour fonction de compenser par ses prêts les mouvements des marchés (run et volatilité des flux de capitaux privés)

5.2 Efficacité

- culture du « prêt pour le prêt » et incitation au volume plus qu'à la qualité (protection par la garantie publique des prêts)

- taux d'échec très élevé au regard de la soutenabilité à long terme des projets (55-60 % des projets d'après la Banque elle-même) alors même que sa méthode est critiquable
 - évaluation trop précoce (6 mois après le déboursement)
 - faible poids accordé à la soutenabilité (5 %) par rapport aux autres critères, la réalisation (bonne fin) et l'impact sur le système institutionnel, en particulier dans les pays les plus pauvres (65-70 %)
- rareté des revues de programme à long terme (5 % après 3 ou 10 ans), sauf pour la Banque asiatique de développement
- insuffisante prise en compte du contexte institutionnel pour l'octroi de l'aide

5.3 Coût

- les opérations de la Banque sont en réalité coûteuses pour les pays donateurs (environ 22 Md\$ par an), si l'on prend en compte les coûts d'opportunités.

6. Les projets de réforme de la Banque Mondiale

- les propositions Meltzer :
 - principes :
 - se concentrer sur la pauvreté
 - accroître l'efficacité et la responsabilité
 - rationaliser l'ensemble des banques de développement
 - transformer la Banque en
 - ↳ service d'assistance technique
 - ↳ pourvoyeuse de biens publics mondiaux
 - ↳ facilitateur des financements privés
 - modalités :
 - appeler les banques de développement « agences de développement » pour marquer la diminution de leur rôle d'intermédiaire financier
 - supprimer tous les prêts aux pays ayant accès aux marchés de capitaux ou d'un revenu par tête supérieur à 4 000 \$; à partir d'un revenu par tête de 2 500 \$ l'aide doit être limitée ; concentrer les efforts sur les 80 à 90 pays les plus pauvres
 - recentrer les aides sur les besoins de base
 - substituer des subventions (dons) aux prêts, soumettre leur octroi à des agences spécialisées et les compléter par des financements locaux fonctions de la richesse des pays
 - subordonner le versement à la réalisation exprimée en quantité
 - payer directement le fournisseur de services

- conditionner étroitement aux résultats et aux incitations à la pérennité les prêts pour les réformes institutionnelles
- exclure les agences de développement du financement des crises financières
- organiser l'aide au développement sur une base régionale, sauf – temporairement – pour l'Afrique, jusqu'à ce que la Banque africaine de développement puisse être autonome
- spécialiser la Banque mondiale sur
 - ↳ la production de biens publics globaux
 - épidémies tropicales
 - SIDA
 - protection des ressources environnementales
 - infrastructures transfrontalières
 - technologies agricoles des cultures tropicales
 - meilleures pratiques de gestion
 - ↳ la fourniture de ressources centralisées aux banques (agences régionales)
- réduire le rôle de prêteur de la Banque
- l'implication du secteur privé dans la Banque doit être réduite
- la dette des pays pauvres lourdement endettés mettant en œuvre un programme de développement supervisé par la Banque doit être annulée

LA DIVISION THEMATIQUE DE LA BANQUE MONDIALE

Thèmes

Réduction de la pauvreté & gestion économique	Finance, secteur privé & infrastructures	Environnement & développement socialement soutenable	Développement humain
Politique économique	Secteur financier	Développement rural	Santé, alimentation
Secteur public	Secteur privé	Environnement	Education
Réduction de la pauvreté	Energie, mines, télécommunications	Développement social	Protection sociale
Genre	Transport		
	Eau et ville		

PERFORMANCE DES PROJETS DE LA BANQUE MONDIALE

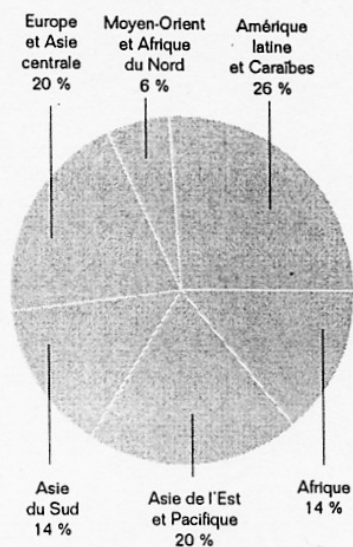
Taux d'échec des projets par rapport aux objectifs à long terme

	1990-1993	1994-1997	1998-1999	1990-1999
Prêts d'ajustement	55 %	45 %	37 %	47 %
Prêts d'investissement	60 %	59 %	56 %	59 %
Afrique	75 %	74 %	68 %	73 %
Asie du Sud	66 %	56 %	60 %	61 %
Amérique latine	51 %	50 %	37 %	48 %
Asie de l'Est	38 %	36 %	48 %	39 %
Bas revenu	73 %	69 %	66 %	70 %
Revenu moyen bas	48 %	50 %	46 %	49 %
Revenu moyen haut	45 %	36 %	31 %	39 %
Haut revenu	27 %	30 %	28 %	28 %
TOTAL	59 %	56 %	53 %	57 %

Source : Banque mondiale tiré du rapport Meltzer

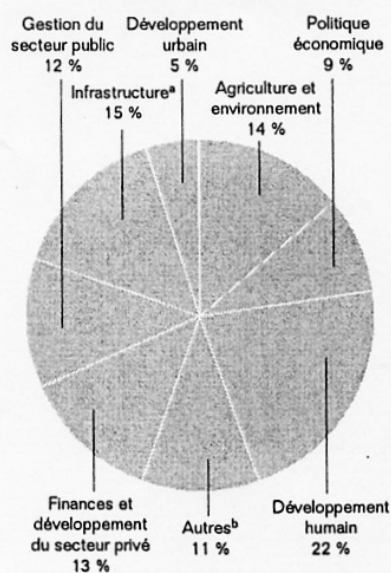
RÉPARTITION RÉGIONALE DES PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA, EXERCICE 00

Total USD 15,3 milliards



RÉPARTITION SECTORIELLE DES PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA, EXERCICE 00

Total USD 15,3 milliards



Note : Pourcentages calculés sur la base des composantes des prêts.

a. Comprend les secteurs Transports, Télécommunications, et Eau et assainissement.

b. Comprend les Opérations plurisectorielles et les secteurs Electricité et autres énergies, Hydrocarbures et Industries extractives.

PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE PAR SECTEUR, EXERCICES 92-00

(USD millions)

Secteur	CLASSEMENT PAR PRÊT				CLASSEMENT PAR COMPOSANTE
	Ex. 92-97	Ex. 98	Ex. 99	Ex. 00	Ex. 00
<i>Moyenne annuelle</i>					
Agriculture	2 920,2	2 691,9	2 507,8	1 125,2	1 150,0
Développement du secteur privé	751,2	431,0	1 337,4	221,3	207,3
Développement urbain	1 122,1	773,5	706,5	621,6	699,5
Eau et assainissement	896,6	552,9	1 052,7	903,6	620,5
Éducation	1 738,7	3 129,3	1 344,3	684,0	762,3
Électricité et autres énergies	2 549,1	2 067,0	440,0	994,2	990,6
Environnement	747,5	738,6	539,3	514,1	918,8
Finances	1 637,4	5 893,5	2 322,3	1 828,0	1 774,0
Gestion du secteur public	575,8	1 669,7	963,3	2 262,1	1 868,0
Hydrocarbures	550,9	140,0	17,5	167,0	166,6
Industries extractives	220,0	1 376,5	315,0	54,5	20,0
Opérations plurisectorielles	125,2	5,0	641,4	726,5	513,7
Politique économique	2 355,7	1 536,1	9 890,1	1 286,8	1 301,0
Population, santé et nutrition	1 235,2	1 990,9	1 106,8	987,0	1 044,3
Protection sociale	788,1	2 240,0	2 678,6	1 101,0	1 517,9
Télécommunications	261,0	70,5	110,8	109,03	109,4
Transports	3 068,4	3 287,5	3 021,8	1 690,0	1 612,3
Total	21 543,0	28 593,9	28 995,6	15 276,2	15 276,2
Dont BIRD	15 368,3	21 086,3	22 182,3	10 918,6	
IDA	6 174,7	7 507,7	6 813,3	4 357,6	

Note: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

a. Pour mieux rendre compte du caractère évolutif des opérations de la Banque, le système de classement par secteur des opérations de la Banque est examiné et modifié en fonction des besoins. Durant l'exercice 00, deux catégories sectorielles ont été créées (Politique économique et Développement du secteur privé) et une supprimée (Industriel). La rubrique Politique économique recouvre l'appui opérationnel à la politique macroéconomique, au commerce et à d'autres réformes économiques et institutionnelles. Elle englobe les opérations d'ajustement structurel précédemment classées dans la rubrique Opérations plurisectorielles et certains projets précédemment affectés à la catégorie Finances. La rubrique Développement du secteur privé comprend les projets d'appui au cadre d'activité économique, aux services d'infrastructure privés, aux petites entreprises et à la privatisation. À ce titre, elle englobe certaines opérations précédemment classées dans les catégories Industrie et Gestion du secteur public. D'autres opérations figurant jusque-là dans la rubrique Industrie apparaissent maintenant dans la catégorie Gestion du secteur public. En outre, quelques opérations individuelles approuvées durant les exercices 98-99 ont été reclassées, notamment un projet agricole approuvé durant l'exercice 99, qui figure maintenant à la rubrique Eau et assainissement.

b. Cette colonne indique le montant des prêts par secteur, sur la base d'un classement par composante principale. Prenons, à titre d'exemple, un prêt à l'appui d'un projet minier de 100 millions de dollars comprenant des composantes axées sur l'environnement, les finances et la protection sociale. Dans le cas d'un classement par prêt, le montant total de l'opération est comptabilisé dans la rubrique Industries extractives; dans le cas d'un classement par composante, ce montant est réparti entre les quatre secteurs concernés: Industries extractives, Environnement, Finances et Protection sociale. Le total des prêts relevant de la catégorie Protection sociale (1,5 milliard de dollars) qui figure dans la colonne Classement par composante correspond donc à la somme de toutes les composantes Protection sociale des prêts approuvés durant l'exercice 00.

c. Non compris les dons en prêt accordés par l'IDA à l'Ouganda durant l'exercice 98 (USD 75 millions) et au Mozambique durant l'exercice 99 (USD 154 millions).

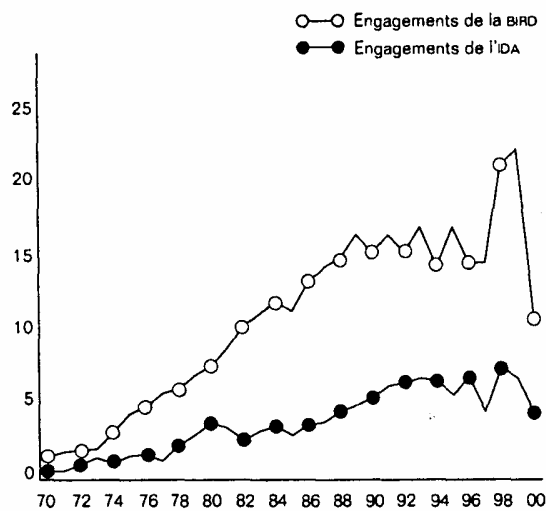
ENGAGEMENTS DE PRÊT À L'AJUSTEMENT DE LA BANQUE MONDIALE, EXERCICES 98-00

	EXERCICE 98		EXERCICE 99		EXERCICE 00	
	USD MILLIONS	%	USD MILLIONS	%	USD MILLIONS	%
Engagements pour l'ajustement par région						
Afrique	818	7	769	5	495	10
Asie de l'Est et Pacifique	5 685	50	5 712	37	552	11
Moyen-Orient et Afrique du Nord	180	2	680	4	—	—
Amérique latine et Caraïbes	1 589	14	4 445	29	2 860	56
Europe et Asie centrale	2 768	25	3 372	22	950	19
Asie du Sud	250	2	350	2	251	5
Engagements pour l'ajustement, BIRD et IDA						
BIRD	9 935	88	13 937	91	4 426	87
IDA	1 354	12	1 391	9	682	13
Total des prêts à l'ajustement	11 289	100	15 328	100	5 108	100
Total des engagements de prêt de la Banque mondiale						
BIRD	21 086		22 182		10 919	
IDA	7 508		6 813		4 358	
Total BIRD plus IDA	28 594		28 996		15 276	
Part des prêts à l'ajustement		39		53		33

Note: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

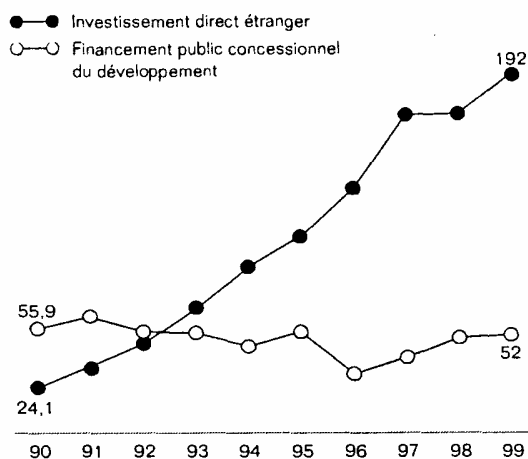
ÉVOLUTION DES PRÊTS DE LA BIRD ET DE L'IDA, EXERCICES 70-00

(USD milliards)



APPORTS DE RESSOURCES À LONG TERME AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1990-1999

(USD milliards)

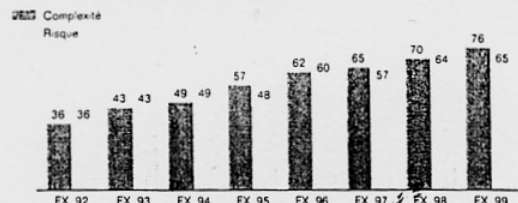


Source : Global Development Finance 2000, p. 36.

Note : les données de 1999 sont préliminaires. Le terme « apports nets de ressources à long terme » désigne les opérations débitrices nettes ou les échéances initiales à plus d'un an.

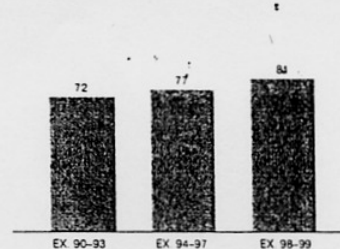
Bien que les projets présentent un degré de complexité et de risque plus élevé...

Degré de complexité et de risque^a
(en pourcentage du nombre de projets)

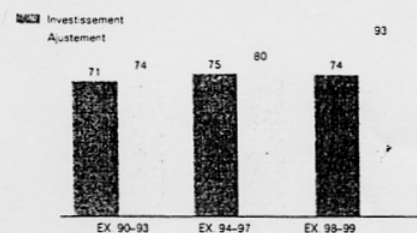


les résultats de l'action de la Banque au plan du développement restent satisfaisants ou s'améliorent...

Résultats satisfaisants : Total des prêts^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

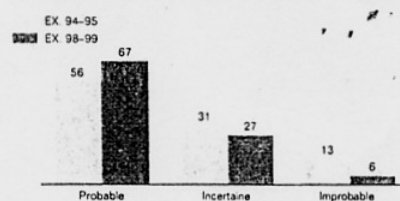


Résultats satisfaisants : Prêts d'investissement et d'ajustement^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

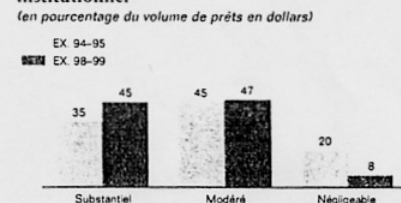


les projets sont plus viables et contribuent davantage au renforcement institutionnel...

Viabilité^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

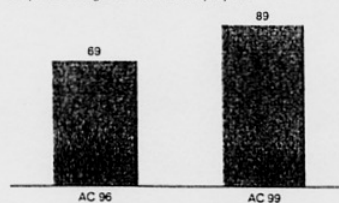


Impact du point de vue du renforcement institutionnel^a
(en pourcentage du volume de prêts en dollars)

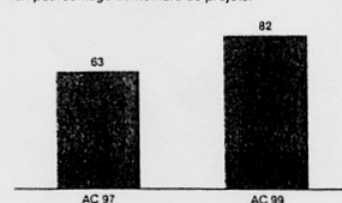


et la qualité des projets à leur entrée dans le portefeuille ou en cours d'exécution s'améliore.

Qualité à l'entrée satisfaisante^b
(en pourcentage du nombre de projets)



Qualité de la supervision satisfaisante^b
(en pourcentage du nombre de projets)



a. Les données renvoient aux évaluations indépendantes effectuées par le Département de l'évaluation des opérations (DEO) sur les prêts entièrement décaissés retirés du portefeuille actif de la Banque. Les résultats correspondant aux prêts sortis du portefeuille durant l'exercice 99 sont préliminaires, sur la base de toutes les évaluations indépendantes actuellement disponibles qui couvrent environ 50 % des opérations.

b. Les données renvoient aux évaluations réalisées chaque année par le Groupe d'assurance de la qualité (GAQ) sur un échantillon de projets en cours récemment approuvés.

Evolution de la répartition des décaissements de la Banque Mondiale (en Millions dollars)

